Depuis les attentats du 13 novembre et la mise en place de l'état d'urgence des simulations d'attaques terroristes sont organisées un peu partout en France. Fait sordide, des écoles et des établissements d'enseignements supérieurs sont désormais ciblés.

Le 7 avril dernier les élèves et les professeurs d'une école d'Alès (Gard) ont été pris en otage lors d'un exercice d'attaque avec intrusion d'un faux terroriste dans l'établissement. Le mot otage n'est pas trop fort quand on sait que Christian Patoz, le directeur académique des services de l'éducation nationale du Gard (DASEN) a cautionné cette intervention tout en ne voulant pas dévoiler la date de cet exercice au personnel enseignant et surtout en donnant la consigne à ces derniers de ne rien divulguer à leurs élèves le moment venu. Quoi de plus stressant ? Ce mot n'est également pas trop fort à la vue des moyens qui ont été déployés pour cette simulation. Le quartier a été bouclé pendant près d'une heure et demie, temps pendant lequel les élèves ont été confinés sous leur table. Quelques jours plus tôt, pour rajouter du réalisme à l'exercice, deux policiers grimés en terroristes ont tenté de soutirer des informations sur la disposition des lieux au personnel municipal assurant la sortie des classes, ce qui a entraîné un sentiment de psychose et de mal-être aussi bien chez les adultes que chez les enfants.

Plus récemment, le 28 avril dernier, l'école supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) de La Roche-sur-Yon (Vendée), a également été prise en otage, lors d'un exercice où le réalisme a été poussé à son paroxysme. Cette fois-ci le policier-terroriste a tiré à blanc au sein de l'établissement où les étudiants n'avaient pas été mis au courant. Pendant ces 5 longues minutes d'intervention, certains ont cru vivre leurs derniers instants et ont vu leur vie défiler sous leurs yeux. Comme si cela n'était pas assez, le ministre de l'intérieur, a fait savoir, par le biais du cabinet du préfet de Vendée, qu'il souhaitait élargir le dispositif aux autres départements. Cela dans le but que les professeurs soient sensibilisés à la conduite à tenir en cas d'attaque terroriste.

Mais qui peut se targuer d'être préparé à ce type d'événement ?

L'état d'urgence n'est qu'un prétexte pour faire passer ses lois sécuritaires et liberticides en mettant en place un climat de panique à travers ces « exercices ». C'est un outil très efficace pour le gouvernement afin de museler toute contestation

Par ces exemples nous voyons que la manipulation des esprits commence très tôt. Les plus jeunes générations trouveront tout-à-fait naturel qu'on les prive de leurs libertés les plus fondamentales pour soit disant plus de sécurité. L'état d'urgence masque des tas d'autres urgences comme la précarité, le chômage, l'éducation…

Ne nous laissons pas museler et continuons à lutter pour la liberté et l'égalité sociale.

Levée immédiate de l'état d'urgence. Abrogation de l'ensemble des lois liberticides. Relaxe de toutes et tous les inculpés des mouvements sociaux et arrêt des poursuites.

CNT 34 Éducation – santé – social